COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 21.10.2011
COM(2011) 673 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

QUATRIÈME RAPPORT FINANCIER DE LA COMMISSION _AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL_sur le FONDS EUROPÉEN AGRICOLE DE GARANTIE _EXERCICE 2010

{SEC(2011) 1260 final}

TABLE DES MATIÈRES

1. PROCÉDURE BUDGÉTAIRE 3

2. TRÉSORERIE ET GESTION DES CRÉDITS 5

3. EXÉCUTION DU BUDGET 2010 DU FEAGA 9

4. COMMENTAIRES RELATIFS À L'EXÉCUTION DU BUDGET 2010 DU FEAGA 10

5. EXÉCUTION DES RECETTES AFFECTÉES 12

6. VENTILATION PAR TYPE DE DÉPENSE 12

ANNEXE 1 PROCEDURE BUDGETAIRE POUR 2010 – CREDITS D'ENGAGEMENT DU FEAGA

ANNEXE 2 PART DU BUDGET DU FEAGA DANS LE BUDGET DE L'UE POUR LA PERIODE 2004–2010

ANNEXE 3 ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE DU FEAGA – EXERCICE 2010

ANNEXE 4-I ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE DU FEAGA – EXERCICE 2010 – RECETTES AFFECTEES C4

ANNEXE 4-II ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE DU FEAGA – EXERCICE 2010 – RECETTES AFFECTEES C5

ANNEXE 5 EXECUTION BUDGETAIRE DU FEAGA PAR CHAPITRE ET PAR ÉTAT MEMBRE – EXERCICE 2010

ANNEXE 6 ÉVOLUTION DE LA VENTILATION DES DEPENSES DU FEAGA – EXERCICES 2005 À 2010

Remarque: Le présent rapport est accompagné d'un document de travail détaillé des services de la Commission. Le texte intégral de ce document de travail, ainsi que les tableaux y annexés, en anglais, seront également accessibles sur le site Europa de la DG Agriculture (http://ec.europa.eu/agriculture/fin/finrep_en.htm).

1. PROCÉDURE BUDGÉTAIRE[1]

1.1. Avant-projet de budget 2010

L'avant-projet de budget (APB) 2010 a été adopté par la Commission et proposé à l'autorité budgétaire le 29 avril 2009. Les crédits d'engagement proposés pour le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) au titre de la rubrique 2 du cadre financier 2007-2013 s'élèvent au total à 43 744,9 millions EUR.

1.2. Projet de budget 2010

Le Conseil a adopté le projet de budget 2010 en juillet 2009. Les crédits d'engagement du FEAGA ont été fixés à 43 389,98 millions EUR, ce qui représente une réduction de 354,9 millions EUR par rapport à l'avant-projet de budget.

1.3. Lettre rectificative pour 2010

En octobre 2009, la Commission a adopté la lettre rectificative (LR) n° 2 relative à l'APB 2010, qui fixe les besoins en crédits d'engagement pour le FEAGA à 44 049,8 millions EUR, soit 304,9 millions EUR de plus que dans l'avant-projet de budget. Cette augmentation correspond essentiellement à une enveloppe de 280 millions EUR destinée au soutien spécifique en faveur du secteur laitier suite à la crise dans ce secteur.

1.4. Adoption du budget 2010

Le Conseil a tenu sa seconde lecture en novembre 2009. Les crédits d'engagement du FEAGA ont été fixés à 43 818,8 millions EUR[2], ce qui représente une réduction de 231 millions EUR par rapport au montant prévu dans la lettre rectificative. Ce dernier comprenait une enveloppe de 300 millions EUR pour le soutien spécifique au secteur laitier, ainsi qu'une augmentation de 230 millions EUR des dépenses négatives dans le cadre de l'apurement comptable du FEAGA.

Le Parlement européen a adopté le budget 2010 lors de sa session plénière de décembre 2009.

Le montant total des crédits d'engagement votés pour le FEAGA s'élève à 43 819,8 millions EUR. Ce total comprend une enveloppe de 4 395,3 millions EUR pour les mesures de marché au titre du chapitre 05 02 et une enveloppe de 39 273,0 millions EUR pour les aides directes au titre du chapitre 05 03. En outre, le budget 2010 prévoyait des crédits d'engagement de 371,9 millions EUR pour le domaine politique 17 (santé et protection des consommateurs) et de 30,5 millions EUR pour le domaine politique 11 (affaires maritimes et de la pêche).

Pour plus de détails, voir l'annexe 1.

---

[1] Cette procédure est présentée à l'annexe 1.

[2] L'enveloppe de 300 millions EUR destinée au soutien spécifique du secteur laitier faisait au départ partie des réserves.

1.5. Recettes affectées au FEAGA[3]

Conformément aux dispositions de l'article 34 du règlement relatif au financement de la politique agricole commune [règlement (CE) n° 1290/2005], les recettes provenant de corrections financières dans le cadre de décisions relatives à l'apurement de conformité et à des irrégularités, ainsi que celles qui proviennent du prélèvement sur le lait, sont considérées comme des recettes affectées au financement des dépenses du FEAGA. Ces recettes affectées peuvent être employées, en partie ou en totalité, pour financer des dépenses du FEAGA si les crédits accordés par l'autorité budgétaire ne sont pas suffisants pour couvrir les dépenses engagées par les États membres. Si ces recettes sont inutilisées, en tout ou en partie, elles sont automatiquement reportées sur l'exercice suivant afin de financer les besoins budgétaires de ce nouvel exercice.

Lors de l'élaboration du budget 2010, une estimation des recettes a été réalisée, à la fois pour les montants qu'il était prévu de collecter dans le courant de l'exercice 2010 et pour ceux qu'il était prévu de reporter de l'exercice 2009 à l'exercice 2010. Cette estimation a été prise en considération lors de l'adoption du budget 2010 par l'autorité budgétaire. En particulier:

– les recettes provenant de montants récupérés dans le cadre de l'apurement de conformité et de la correction d'irrégularités ont été estimées respectivement à 600,0 millions EUR et à 91,0 millions EUR, et les recettes provenant du prélèvement sur le lait ont été estimées à 98,0 millions EUR. Par conséquent, le montant total des recettes affectées prévues pour l'exercice budgétaire 2010 a été estimé à 789,0 millions EUR;

– le montant des recettes affectées qu'il était prévu de reporter de l'exercice budgétaire 2009 sur l'exercice 2010 a été estimé à 133,0 millions EUR.

Le montant total pris en considération est de 922,0 millions EUR; il a été obtenu en réduisant de 222,0 millions EUR les crédits demandés aux fins des fonds opérationnels pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes et de 700,0 millions EUR les crédits demandés au profit du régime de paiement unique. Une fois ces montants pris en compte, le montant final des crédits accordés par l'autorité budgétaire pour ces deux régimes s'est établi respectivement à 547,0 millions EUR et 28 480,0 millions EUR.

1.6. Montants temporaires au titre de la restructuration du secteur du sucre[4]

Les montants temporaires au titre de la restructuration du secteur du sucre, prévus à l'article 11 du règlement n° 320/2006 du Conseil, sont traités comme des recettes affectées destinées à financer l'aide à la restructuration de ce secteur, ainsi que d'autres aides prévues par le Fonds de restructuration de l'industrie du sucre. Pour chaque campagne de commercialisation, de 2006/2007 à 2008/2009, ces montants se rapportent aux quotas de sucre, de sirop d'inuline et d'isoglucose détenus par les

---

[3] Ces montants ne sont pas intégrés dans les lignes de recettes du budget (article 670 pour les recettes affectées au FEAGA), mais ils sont mentionnés dans les commentaires budgétaires correspondant à cet article.

[4] Ces montants ne sont pas inscrits dans les lignes de recettes du budget (article 680 pour les montants temporaires au titre de la restructuration du secteur du sucre), mais ils sont mentionnés dans les commentaires budgétaires relatifs à cet article.

opérateurs dans chaque État membre. Les États membres sont tenus de les payer au Fonds en deux tranches, dont les échéances sont le 31 mars et le 30 novembre de chaque année.

Lors de l'élaboration du budget 2010, le montant issu des recettes correspondantes que l'on prévoyait de pouvoir transférer sur le budget de l'UE au cours de l'exercice s'élevait à 606,8 millions EUR. Parallèlement, il était prévu de reporter un montant de 717,9 millions EUR de l'exercice budgétaire 2009 sur l'exercice budgétaire 2010.

1.7. Part du budget du FEAGA dans le budget total de l'UE

La part du budget définitif du FEAGA (crédits d'engagement) dans le budget total de l'UE pour la période 2004–2010 est indiquée à l'annexe 2.

2. TRÉSORERIE ET GESTION DES CRÉDITS

2.1. Gestion des crédits

2.1.1. Crédits disponibles au titre de l'exercice 2010

En EUR

Chapitre «dépenses» du budget (1)	Crédits d'engagement	Crédits de paiement	**Chapitre «recettes» du budget [RA]** (2)	Prévisions
1. Crédits initialement prévus pour le FEAGA	43 819 801 768	43 917 807 586	1. Apurement de conformité	600 000 000
2. Budgets rectificatifs	0	0	2. Irrégularités	91 000 000
3. Sous-total des crédits initiaux pour le FEAGA, dont	43 819 801 768	43 917 807 586		
3a. Crédits pour la gestion partagée (à l'exclusion de l'ITDR UE-10) (3)	43 360 100 000	43 360 100 000	3. Prélèvement supplémentaire auprès des producteurs laitiers	98 000 000
3b. Crédits pour la gestion centralisée (4)	459 701 768	341 107 586	4. Montants temporaires au titre de la restructuration du secteur du sucre (5)	607 000 000
3c. Crédits pour l'ITDR UE-10	0	216 600 000	**Total prévu pour les RA**	**1 396 000 000**
4. Transfert de crédits vers le FEAGA/en provenance du FEAGA au cours de l'exercice	-83 529	45 666 471		
5. Crédits définitifs alloués au FEAGA, dont	**43 819 718 239**	**43 963 474 057**		
5a. Crédits pour la gestion partagée (à l'exclusion de l'ITDR UE-10)	43 360 100 000	43 360 100 000		
5b. Crédits pour la gestion centralisée	459 618 239	400 024 057		
5c. Crédits pour l'ITDR UE-10 (6)	0	203 350 000		

(1) Crédits inscrits au budget 2010 compte tenu des recettes affectées prévues pour 2010 et des recettes reportées de 2009 à 2010 conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 1605/2002 du Conseil.
(2) RA: recettes affectées à recevoir. Aucun montant ne figure sur la ligne des recettes (p.m.)[5], mais le montant prévisionnel est indiqué dans les commentaires du budget.
(3) ITDR: instrument temporaire de développement rural pour l'UE-10.
(4) 80 % des crédits d'engagement portent sur les dépenses du domaine politique 17 (mesures vétérinaires et phytosanitaires) [Santé et protection des consommateurs]. Le reste se répartit à parts égales entre la stratégie politique et la coordination sous le domaine politique 05 (agriculture et développement rural) et les marchés de la pêche sous le domaine politique 11 (affaires maritimes et pêche).
(5) Ces recettes sont utilisées pour fournir des crédits de paiement au profit du Fonds de restructuration de l'industrie du sucre.
Au cours de l'exercice budgétaire, le montant initial des crédits de paiement (216,6 millions EUR) a été ramené à 203,35 millions EUR par un transfert budgétaire interne.

[5] p.m.: «pour mémoire».

2.1.2. *Exécution des crédits disponibles au titre de l'exercice 2010*

En EUR

	Exécution des crédits d'engagement	**Exécution des crédits de paiement**
Gestion partagée (crédits non dissociés):	43 932 376 108,90	43 932 376 108,90
Dépenses sous un régime de gestion centralisée (1)	443 936 238,44	344 004 974,21
ITDR UE-10	0,00	199 348 292,50
Total (y compris *Fonds de restructuration de l'industrie du sucre)*	**44 376 312 347,34**	**44 475 729 375,61**
Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	330 297 466,97	330 297 466,97
Total (à l'exclusion du *Fonds de restructuration de l'industrie du sucre)*	**44 046 014 880,37**	**44 145 431 908,64**

(1) Les dépenses totales sous un régime de gestion centralisée comprennent un montant de 4,98 millions EUR financé par les recettes affectées.

Pour l'exercice 2010, le montant effectif des crédits d'engagement utilisés s'est élevé à 44 376 312 347,34 EUR et celui des crédits de paiement à 44 475 729 375,61 EUR.

2.1.3. *Exécution du budget – Dépenses effectuées par la Commission sous un régime de gestion centralisée*

En EUR

Dépenses sous un régime de gestion centralisée	Crédits d'engagement	Dégagements	Crédits de paiement	Reports sur 2011 (2)
Crédits (C1) (1)	459 618 239,00	-	400 024 057,00	-
Exécution (C1)	438 956 113,58	-	314 076 513,37	31 740 465,18
Crédits annulés	20 662 125,42	-	85 947 543,63	-

(1) Comprend les transferts vers/en provenance du FEAGA de crédits d'engagement à hauteur de 83 529 EUR et de crédits de paiement à hauteur de 58 916 471 EUR.

(2) Report sur 2011 uniquement pour les crédits non dissociés

Le budget 2010 prévoyait des crédits d'engagement de 459,6 millions EUR pour les dépenses sous un régime de gestion centralisée. Un montant de 439 millions EUR a été engagé en 2010. Le solde de ces crédits, soit 20,6 millions EUR, a été annulé. Environ 80 % des crédits d'engagement portent sur les dépenses du domaine politique 17 (mesures vétérinaires et phytosanitaires) [santé et protection des

consommateurs]. Le reste se répartit à parts égales entre la stratégie politique et la coordination sous le domaine politique 05 (agriculture et développement rural) et les marchés de la pêche sous le domaine politique 11 (affaires maritimes et pêche).

Depuis 2007, la plupart des crédits du FEAGA accordés aux dépenses effectuées par la Commission sous un régime de gestion centralisée sont des crédits dissociés, conformément à l'article 149 du règlement financier. Le report automatique sur 2011, qui concerne uniquement les crédits non dissociés, s'élève à 31,7 millions EUR.

2.2. Paiements mensuels

2.2.1. Paiements mensuels aux États membres

2.1.1.1. Paiements mensuels sur la prise en compte des dépenses

L'article 15 du règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune[6] dispose que «*les paiements mensuels sont effectués par la Commission […] pour les dépenses effectuées par les organismes payeurs agréés des États membres au cours du mois de référence*». Les paiements mensuels doivent être versés à l'État membre au plus tard le troisième jour ouvrable du deuxième mois qui suit celui au cours duquel les dépenses ont été effectuées.

Les paiements mensuels visent à rembourser les dépenses nettes (après déduction des recettes) ayant déjà été effectuées et sont mis à disposition sur la base des déclarations mensuelles transmises par les États membres[7]. La prise en compte mensuelle des dépenses et des recettes est soumise à des vérifications et corrections fondées sur la déclaration détaillée[8]. En outre, ces paiements deviennent définitifs après les décisions d'apurement des comptes.

Les paiements effectués par les États membres du 16.10.09 au 15.10.10 sont couverts par le système des paiements mensuels. En ce qui concerne les paiements restants, la Commission effectue des versements directs pour un nombre limité de mesures.

Pour l'exercice 2010, le montant net total des paiements mensuels effectués s'est élevé à 42 315 080 082,3 EUR.

2.1.1.2. Décisions relatives aux paiements mensuels pour 2010

Durant l'exercice 2010, la Commission a arrêté douze décisions relatives aux paiements mensuels. En outre, un paiement mensuel supplémentaire, adaptant ceux déjà accordés pour les dépenses totales imputables à l'exercice, a été décidé en décembre 2010.

---

[6] JO L 209 du 11.8.2005, p. 1.

[7] Les déclarations mensuelles de dépenses sont transmises par les États membres lors de la déclaration communiquée le 10 du mois N+1.

[8] Les déclarations détaillées sont transmises tous les mois par les États membres (voir tableau 104), le 20 du mois N+1.

3. EXÉCUTION DU BUDGET 2010 DU FEAGA

3.1. Introduction

La campagne agricole 2010 a été marquée par une hausse des prix des produits agricoles, à la fois sur les marchés de l'UE et sur les marchés mondiaux. La situation favorable sur les marchés agricoles s'explique aussi par la conjoncture économique générale au niveau mondial qui voit les pays commencer à sortir progressivement de la plus profonde récession jamais observée depuis plusieurs décennies. Le niveau des dépenses du FEAGA et l'utilisation des crédits d'engagement disponibles pour les mesures de marché, qui est resté quasiment au même niveau qu'en 2009, ont été influencés en grande partie par l'augmentation des besoins visant à couvrir les interventions dans le domaine des céréales, le fonds opérationnel pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes et par le versement des aides au titre des mesures prises par la Commission dans le secteur laitier en 2009. En ce qui concerne les paiements directs, le montant des dépenses du FEAGA a augmenté par rapport à 2009 en raison de l'introduction progressive et continue de ces paiements dans l'UE-12 en 2010.

3.2. Recours aux crédits budgétaires du FEAGA

L'exécution du budget s'est élevée à 44 046,0 millions EUR. Ces dépenses ont été financées par les crédits initiaux du budget, à savoir le montant total des recettes affectées (141,7 millions EUR) reportées du budget 2009 et une partie des recettes affectées perçues en 2010 (à savoir 105,4 millions EUR sur un total de 1 010,5 millions EUR).

Pour ce qui est du domaine politique 05 (agriculture et développement rural), les dépenses consacrées aux mesures de marché se sont élevées à 3 983,8 millions EUR et celles consacrées aux aides directes à 39 675,7 millions EUR. Les dépenses effectuées pour les aides directes dépassaient les crédits votés au budget et elles ont donc été couvertes en partie par des transferts de crédits depuis d'autres postes budgétaires et en partie par les recettes affectées au budget du FEAGA.

En outre, le montant total des opérations budgétaires susmentionnées comprend les dépenses correspondant aux mesures de marché concernant la pêche, à concurrence de 30,4 millions EUR, ainsi que le montant de 359,9 millions EUR[9] correspondant aux mesures vétérinaires et phytosanitaires.

Pour plus de détails sur l'exécution budgétaire par domaine politique, voir l'annexe 3.

L'annexe 5 présente la ventilation des dépenses au titre des mesures de marché, des paiements directs et de l'audit des dépenses agricoles par article et par État membre.

---

[9] Ce montant comprend des paiements de 4,8 millions EUR effectués au titre du domaine politique 17 sur la base du report des recettes affectées de 2009 sur 2010 et des nouvelles recettes affectées perçues en 2010.

4. COMMENTAIRES RELATIFS À L'EXÉCUTION DU BUDGET 2010 DU FEAGA

Ci-après figure un bref commentaire relatif à l'exécution des crédits du budget agricole basé sur les données présentées à l'annexe 3.

4.1. Chapitre 05 02: interventions sur les marchés agricoles

4.1.1. Introduction

Le montant total des paiements pour ce domaine budgétaire s'est élevé à 3 983,8 millions EUR et a été financé par les crédits votés au budget (à hauteur de 4 395,3 millions EUR). Les crédits ainsi mis à disposition ont été transférés vers d'autres postes budgétaires pour couvrir les dépenses supplémentaires nécessaires pour le régime de paiement unique et pour l'apurement des comptes du FEAGA. En ce qui concerne les recettes affectées, un montant de 1,9 million EUR a été utilisé pour couvrir les dépenses effectuées dans le secteur des fruits et légumes et le solde disponible a été reporté sur 2011.

4.1.2. Céréales

Suite à une bonne récolte et à la chute généralisée des prix des céréales, la surexécution pour ce secteur est imputable en premier lieu au fait que les stocks d'intervention sont passés d'environ 1,56 million de tonnes en début d'année à environ 5,56 millions de tonnes en fin d'année, principalement en raison des achats d'orge.

4.1.3. Restitutions pour les produits hors annexe I

Les dépenses effectuées par les États membres ont été inférieures aux prévisions, principalement en ce qui concerne le versement de restitutions pour les produits laitiers incorporés dans des produits agricoles transformés qui ont été exportés, étant donné que la Commission a fixé le taux de restitution à zéro en novembre 2009 suite à l'amélioration significative observée dans le secteur laitier.

4.1.4. Programmes alimentaires

La légère sous-exécution pour ce secteur est imputable en premier lieu au fait que certains États membres n'ont pas entièrement exécuté leur plan de distribution approuvé pour 2010 en ce qui concerne les céréales et le lait écrémé en poudre et que des frais administratifs, de transfert et de transport inférieurs aux prévisions ont été déclarés pour les activités de distribution de 2010. La déclaration de ces frais est attendue en 2011.

4.1.5. Fruits et légumes

La surexécution du secteur est imputable en premier lieu à l'augmentation, par rapport aux crédits votés au budget, des paiements consentis par les États membres pour les fonds opérationnels destinés aux organisations de producteurs et pour l'aide à la pré-reconnaissance des groupements de producteurs. Cette augmentation des paiements a été couverte par des transferts de crédits depuis d'autres postes budgétaires et par les recettes affectées à ce secteur.

4.1.6. Produits du secteur vitivinicole

Les principales mesures financées dans ce secteur sont les programmes d'aide nationaux et le régime d'arrachage. Les dépenses encourues par les États membres pour leurs programmes d'aide nationaux ont été légèrement inférieures aux montants prévus dans ces programmes, lesquels ont toutefois été exécutés de manière satisfaisante pour approximativement 99 % des crédits prévus. Les dépenses pour les aides consenties au régime d'arrachage ont également été inférieures aux montants prévus dans le budget.

4.1.7. Lait et produits laitiers

Les crédits de ce secteur sont basés sur les besoins attendus découlant de la situation difficile du marché des produits laitiers en 2009. Finalement, une sous-exécution des crédits votés au budget a été observée en dépit de l'augmentation des versements consentis au secteur en 2010; cette sous-exécution est imputable en premier lieu à l'amélioration significative des conditions qui prévalaient sur le marché des produits laitiers à la fin 2009 et qui ont conduit la Commission à fixer le taux de restitution à l'exportation à zéro en novembre 2009 et à arrêter l'entrée de lait écrémé en poudre et de beurre en stockage public. En conséquence, les États membres ont dépensé moins pour les restitutions à l'exportation, tandis que les sorties de stockage public de beurre et de lait écrémé en poudre ont conduit à un gain net total en ce qui concerne le stockage public de ces produits.

4.2. Chapitre 05 03: aides directes

Les crédits votés au budget 2010 pour ce chapitre s'élevaient à 39 273,0 millions EUR et les paiements se sont montés à environ 39 675,7 millions EUR. Cette apparente surexécution est imputable en premier lieu au régime de paiement unique dont les crédits avaient été réduits pour tenir compte des recettes affectées; elle a été couverte en partie par des recettes affectées à ce régime dans le budget 2010 et en partie par des transferts de crédits en provenance d'autres postes budgétaires.

4.3. Chapitre 05 07: audit des dépenses agricoles

4.3.1. Article 05 07 01: contrôle des dépenses agricoles

Cet article couvre principalement les montants crédités au budget du FEAGA à la suite des corrections effectuées dans le cadre de l'apurement des comptes et en raison du non-respect des délais de paiement aux bénéficiaires. Le montant total de ces corrections s'élève à – 54,2 millions EUR. Les crédits adoptés en 2010 par l'autorité budgétaire au titre de ces corrections s'élèvent à – 310 millions EUR. Pour clôturer ce compte, la Commission a eu recours au transfert de crédits votés d'un montant de 256 millions EUR qui étaient toujours disponibles dans la partie du budget consacrée aux interventions sur le marché.

5. EXÉCUTION DES RECETTES AFFECTÉES

5.1. Recettes affectées au FEAGA

Les recettes affectées effectivement reportées de 2009 sur 2010 s'élèvent à 141,7 millions EUR; elles ont été entièrement utilisées pour financer les dépenses de l'exercice budgétaire 2010 conformément à l'article 10 du règlement financier. Ce montant couvre des dépenses s'élevant à 0,7 million EUR pour les fonds opérationnels destinés aux organisations de producteurs, 140,7 millions EUR pour le régime de paiement unique, 0,1 million EUR pour l'apurement comptable des exercices antérieurs et 0,2 million EUR pour les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles.

Les recettes affectées perçues en 2010 se sont chiffrées à 1 010,5 millions EUR. Une partie des recettes affectées perçues en 2010, à concurrence de 105,4 millions EUR, a été consacrée à la couverture des dépenses effectuées pendant l'exercice pour le secteur des fruits et légumes et pour le régime de paiement unique. Le solde s'élevant à 905,1 millions EUR a été automatiquement reporté sur le budget 2011 pour financer les besoins budgétaires de cet exercice.

Pour plus de détails, voir les annexes 4-I et 4-II.

5.2. Recettes affectées provenant des montants temporaires au titre de la restructuration du secteur du sucre

Le montant total des recettes affectées versées par les États membres en 2010 s'est établi à 606,8 millions EUR, ce qui équivaut au montant estimé au départ. En outre, les recettes affectées reportées de 2009 sur 2010 s'élevaient à 768,3 millions EUR. Par conséquent, le montant total des recettes affectées disponibles pour le budget 2010 de l'UE, sous la forme de montants temporaires au titre de la restructuration, s'élevait à 1 375,1 millions EUR. Après paiement de toutes les aides aux bénéficiaires du Fonds de restructuration de l'industrie du sucre, les montants temporaires au titre de la restructuration présentent un solde de 1 044,8 millions EUR, qui sera reporté sur 2011.

Pour plus de détails, voir les annexes 4-I et 4-II.

5.3. Fonds de restructuration de l'industrie du sucre

Le total des paiements nets effectués par les États membres dans le courant de l'exercice budgétaire 2010 au profit des aides à la restructuration de l'industrie du sucre, des aides à la diversification ainsi que des aides au raffinage du sucre a atteint quelque 330,3 millions EUR. Les aides en question ont été financées par les recettes précitées, provenant des montants temporaires au titre de la restructuration du secteur du sucre, et plus particulièrement du report des recettes affectées de 2009 sur 2010.

Pour plus de détails, voir l'annexe 3.

6. VENTILATION PAR TYPE DE DÉPENSE

Les dépenses du FEAGA (à l'exclusion du Fonds de restructuration de l'industrie du sucre) s'élèvent au total à 44 046 millions EUR. Les montants correspondant aux

principales catégories, ainsi que le pourcentage que ces dépenses représentent dans les dépenses totales du FEAGA pour 2010, sont indiqués ci-dessous:

Stockage

Les dépenses de stockage se sont élevées à 93,6 millions EUR, soit 0,21 % du total. Les principaux produits concernés sont les céréales, le vin, l'huile d'olive et le fromage.

Restitutions à l'exportation

Les dépenses consacrées aux restitutions à l'exportation se sont établies à 385,1 millions EUR, soit 0,87 % du total; elles concernent principalement les produits laitiers, la viande porcine, les produits non visés par l'annexe I et la viande bovine.

Autres mesures de marché

En plus du stockage et des restitutions à l'exportation, les dépenses liées aux autres mesures de marché se sont élevées à 3 454,8 millions EUR, soit 7,84 % du total de l'exercice. Cette catégorie regroupe principalement les dépenses concernant le marché des céréales, des fruits et légumes, du vin, du lait et des produits laitiers, de la viande bovine et de la viande porcine, ainsi que les programmes alimentaires. Ces dépenses couvrent d'autres montants mineurs et les corrections consécutives à l'audit des dépenses agricoles.

Paiements directs

Les dépenses au profit des paiements directs se sont élevées à 39 675,7 millions EUR, soit 90,1 % du total.

Dépenses directes sous un régime de gestion centralisée

Ces dépenses, dont le montant (443,9 millions EUR) représente 1,01 % du total, ont été effectuées directement par la Commission; il s'agit principalement des dépenses liées aux mesures vétérinaires et phytosanitaires, ainsi qu'aux contrôles de la comptabilité des exploitations et aux enquêtes agricoles.

Développement rural

Aucun crédit d'engagement n'a été prévu dans le budget 2010 pour la section «Garantie» de l'ex-FEOGA[10]. Cela étant, les États membres ont déclaré un montant de - 7,1 millions EUR au titre de la récupération de paiements antérieurs.

L'évolution de cette ventilation par type de dépense pour la période 2005-2010 est présentée à l'annexe 6.

---

[10] Actions de développement rural financées par l'ex-Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Garantie» [FEOGA] – période de programmation 2000-2006.

ANNEXE 1

FEAGA – Procédure budgétaire pour 2010

En millions EUR

Titre	Chapitre	Article	Intitulé	APB ***		DB Première lecture au Conseil****		DB Première lecture au PE*****		Lettre rectificative		Deuxième lecture au Conseil		BUDGET	
				CE*	CP**	CE*	CP**	CE*	CP**	CE*	CP**	CE*	CP**	CE*	CP**
05		**01**	**DÉPENSES DE GESTION ET DE SOUTIEN DANS LE DOMAINE POLITIQUE «AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL»**	**9,02**	**9,02**	**8,02**	**8,02**	**9,02**	**9,02**	**9,02**	**9,02**	**9,02**	**9,02**	**9,02**	**9,02**
05	01	04	Dépenses d'appui aux actions du domaine politique «Agriculture» (1)	9,02	9,02	8,02	8,02	9,02	9,02	9,02	9,02	9,02	9,02	9,02	9,02
05		**02**	**INTERVENTIONS SUR LES MARCHÉS AGRICOLES**	**4.041,91**	**4.042,63**	**3.923,14**	**3.923,86**	**4.386,91**	**4.387,63**	**4.395,31**	**4.396,03**	**4.395,31**	**4.396,03**	**4.395,31**	**4.396,03**
05	02	01	Céréales	86,10	86,10	81,09	81,09	86,10	86,10	115,10	115,10	115,10	115,10	115,10	115,10
05	02	02	Riz	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05	02	03	Restitutions pour les produits hors annexe 1	93,00	93,00	83,00	83,00	93,00	93,00	114,00	114,00	114,00	114,00	114,00	114,00
05	02	04	Programmes alimentaires	500,10	500,10	500,10	500,10	515,10	515,10	500,10	500,10	500,10	500,10	500,10	500,10
05	02	05	Sucre	10,50	10,50	10,49	10,49	10,50	10,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
05	02	06	Huile d'olive	48,50	48,50	48,49	48,49	48,50	48,50	57,50	57,50	57,50	57,50	57,50	57,50
05	02	07	Plantes textiles	29,00	29,00	28,00	28,00	29,00	29,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00
05	02	08	Fruits et légumes (2)	720,10	720,10	686,09	686,09	735,10	735,10	720,10	720,10	720,10	720,10	720,10	720,10
05	02	09	Produits du secteur vitivinicole	1.335,00	1.335,00	1.276,01	1.276,01	1.335,00	1.335,00	1.338,30	1.338,30	1.338,30	1.338,30	1.338,30	1.338,30
05	02	10	Promotion	57,21	57,93	51,21	51,93	57,21	57,93	57,21	57,93	57,21	57,93	57,21	57,93
05	02	11	Autres produits végétaux / autres mesures	372,20	372,20	372,20	372,20	372,20	372,20	356,20	356,20	356,20	356,20	356,20	356,20
05	02	12	Lait et produits laitiers	619,00	619,00	619,00	619,00	934,00	934,00	943,10	943,10	943,10	943,10	943,10	943,10
05	02	13	Viandes bovines	35,10	35,10	33,10	33,10	35,10	35,10	26,10	26,10	26,10	26,10	26,10	26,10
05	02	14	Viandes ovines et caprines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05	02	15	Viandes porcines, œufs et volailles, apiculture et autres produits animaux	136,10	136,10	134,35	134,35	136,10	136,10	136,10	136,10	136,10	136,10	136,10	136,10
05		**03**	**AIDES DIRECTES**	**39.325,50**	**39.325,50**	**39.325,50**	**39.325,50**	**39.325,50**	**39.325,50**	**39.273,00**	**39.273,00**	**39.273,00**	**39.273,00**	**39.273,00**	**39.273,00**
05	03	01	Aides directes découplées (3)	33.374,00	33.374,00	33.374,00	33.374,00	33.374,00	33.374,00	33.272,00	33.272,00	33.272,00	33.272,00	33.272,00	33.272,00
05	03	02	Autres aides directes	5.951,50	5.951,50	5.951,50	5.951,50	5.951,50	5.951,50	5.995,00	5.995,00	5.995,00	5.995,00	5.995,00	5.995,00
05	03	03	Montants d'aide supplémentaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
05		**04**	**DÉVELOPPEMENT RURAL** (3)	**0,00**	**219,40**	**0,00**	**218,60**	**0,00**	**219,40**	**0,00**	**219,30**	**0,00**	**219,30**	**0,00**	**219,30**
05	04	01	Développement rural financé par le FEOGA, section «Garantie» – Période de programmation 2000-2006 (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05	04	03	Ressources génétiques végétales et animales – achèvement d'actions	0,00	2,80	0,00	2,00	0,00	2,80	0,00	2,70	0,00	2,70	0,00	2,70
05	04	04	ITDR par le FEOGA, section «Garantie», pour les nouveaux États membres	0,00	216,60	0,00	216,60	0,00	216,60	0,00	216,60	0,00	216,60	0,00	216,60
05		**07**	**AUDIT DES DÉPENSES AGRICOLES**	**-73,50**	**-73,50**	**-303,50**	**-303,50**	**-73,50**	**-73,50**	**-70,50**	**-70,50**	**-300,50**	**-300,50**	**-300,50**	**-300,50**
05	07	01	Contrôle des dépenses agricoles (6)	-73,50	-73,50	-303,50	-303,50	-73,50	-73,50	-73,50	-73,50	-303,50	-303,50	-303,50	-303,50
05	07	02	Règlement des litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
05		**08**	**STRATÉGIE POLITIQUE ET COORDINATION DU DOMAINE POLITIQUE AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL**	**40,59**	**36,27**	**38,54**	**34,22**	**40,59**	**36,27**	**40,59**	**36,27**	**40,59**	**36,27**	**40,59**	**36,27**
05	08	01	Réseau d'information comptable agricole (RICA)	13,98	13,62	13,98	13,62	13,98	13,62	13,98	13,62	13,98	13,62	13,98	13,62
05	08	02	Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles	15,10	10,85	15,10	10,85	15,10	10,85	15,10	10,85	15,10	10,85	15,10	10,85
05	08	03	Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles	1,46	1,75	1,46	1,75	1,46	1,75	1,46	1,75	1,46	1,75	1,46	1,75
05	08	06	Actions d'information sur la politique agricole commune	8,00	8,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
05	08	09	FEAGA – Assistance technique opérationnelle	2,05	2,05	1,00	1,00	2,05	2,05	2,05	2,05	2,05	2,05	2,05	2,05
FEAGA au titre du domaine politique 05 (Agriculture et développement rural)				**43.343,52**	**43.559,32**	**42.991,70**	**43.206,70**	**43.688,52**	**43.904,32**	**43.647,42**	**43.863,12**	**43.417,42**	**43.633,12**	**43.417,42**	**43.633,12**
FEAGA au titre du domaine politique 11 (Pêche et affaires maritimes)				**29,50**	**30,00**	**27,40**	**29,90**	**29,50**	**30,00**	**30,50**	**31,00**	**30,50**	**31,00**	**30,50**	**31,00**
FEAGA au titre du domaine politique 17 (Santé et protection des consommateurs)				**371,91**	**253,71**	**370,89**	**250,69**	**371,89**	**253,69**	**371,91**	**253,71**	**370,89**	**250,69**	**371,89**	**253,69**
			TOTAL DES CRÉDITS DU FEAGA POUR 2010 (7)	**43.744,93**	**43.843,03**	**43.389,98**	**43.487,29**	**44.089,90**	**44.188,01**	**44.049,83**	**44.147,83**	**43.818,80**	**43.914,81**	**43.819,80**	**43.917,81**
05	02	16	Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
			TOTAL DES CRÉDITS POUR 2010 (7)	**43.744,93**	**43.843,03**	**43.389,98**	**43.487,29**	**44.089,90**	**44.188,01**	**44.049,83**	**44.147,83**	**43.818,80**	**43.914,81**	**43.819,80**	**43.917,81**

(1) Le poste budgétaire concernant le FEAGA est le 05 01 04 01.
(2) Avant-projet de budget APB: besoins supplémentaires devant être couverts par une recette affectée (estimés à 160 Mio €) Lettre rectificative LR: besoins supplémentaires devant être couverts par une recette affectée (estimés à 222 Mio €)
(3) Avant-projet de budget APB: besoins supplémentaires devant être couverts par une recette affectée (estimés à 595 Mio €) Lettre rectificative LR: besoins supplémentaires devant être couverts par une recette affectée (estimés à 700 Mio €)
(4) ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT RURAL financées par l'ex-Fonds européen d'orientation et de garantie agricole [FEOGA], section «Garantie» – période de programmation 2000-2006.
(5) Instrument transitoire pour le financement du développement rural par l'ex-FEOGA, section «Garantie», pour les nouveaux États membres – achèvement des programmes de la période 2004-2006

* CE: crédits d'engagement
** CP: crédits de paiement
*** APB: avant-projet de budget
**** PB: projet de budget
***** PE: Parlement européen

ANNEXE 2

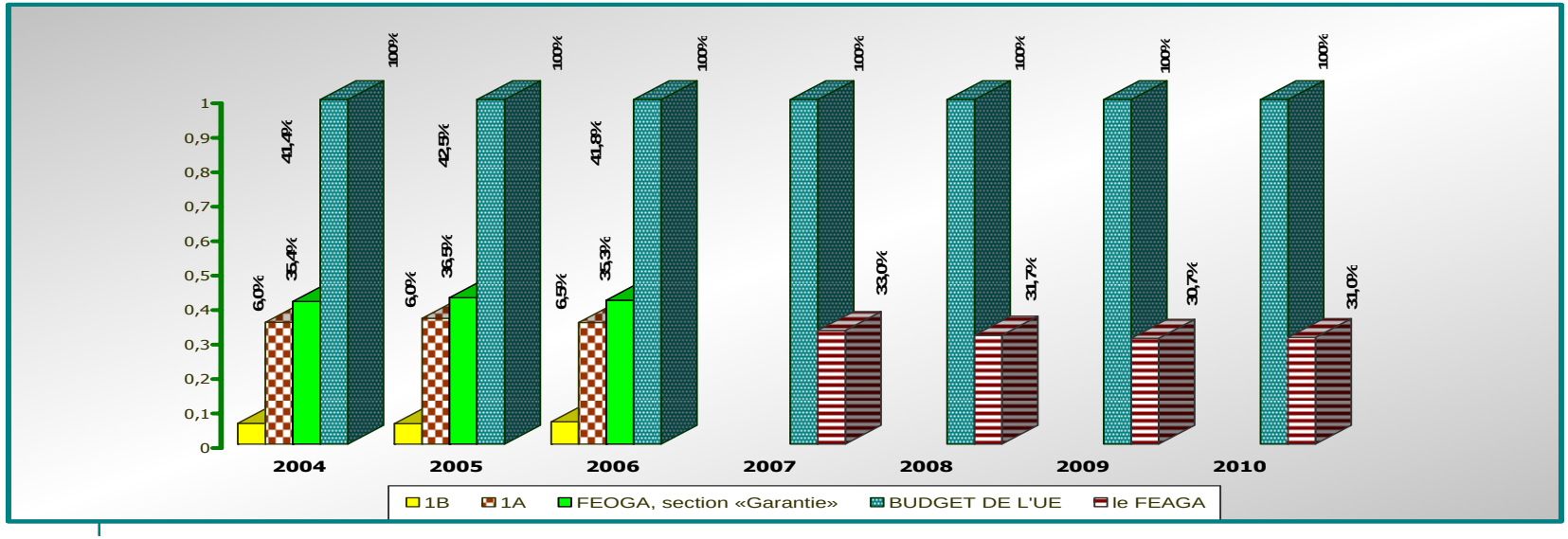
PART DU BUDGET DU FONDS EUROPÉEN AGRICOLE DE GARANTIE (FEAGA) DANS LE BUDGET DE L'UE (Commission)
EXERCICES 2004 À 2010 (*)

Crédits d'engagement

EXERCICE BUDGÉTAIRE	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BUDGET de l'Union européenne**	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole – section «Garantie»	**41,4%**	**42,5%**	**41,8%**				
dont sous-rubrique 1a	35,4%	36,5%	35,3%				
dont sous-rubrique 1b	6,0%	6,0%	6,5%				
Fonds européen agricole de garantie				**33,0%**	**31,7%**	**30,7%**	**31,0%**

(*) Exercices 2004 à 2006: Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) – section «Garantie». Exercices 2007 à 2010: Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

(**) Budget de la Commission dans le budget de l'Union européenne.



ANNEXE 3

ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET – EXERCICE 2010

Crédits d'engagement

En euros

I *	C *	A *	RUBRIQUE	BUDGET ADOPTÉ POUR 2010	RECETTES AFFECTÉES	REPORTS	TOTAL DES CRÉDITS DISPONIBLES	EXÉCUTION 2010	ÉCART EXÉCUTION / TOTAL DES CRÉDITS DISPONIBLES	RECETTES AFFECTÉES REPORTÉES SUR 2011	ÉCART EXÉCUTION / TOTAL DES CRÉDITS DISPONIBLES APRÈS REPORT DES RECETTES AFFECTÉES SUR 2011	% EXÉCUTION / TOTAL DES CRÉDITS DISPONIBLES APRÈS REPORT DES RECETTES AFFECTÉES SUR 2011
				(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = ((5) + (7)) / (4)
05	**01**		**DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL**	**9.019.000**	**0**	**0**	**9.019.000**	**7.555.848**	**1.463.152**	**0**	**1.463.152**	**84%**
05	01	04	Dépenses d'appui **	9.019.000	0	0	9.019.000	7.555.848	1.463.152	0	1.463.152	84%
05	**02**		**INTERVENTIONS SUR LES MARCHÉS AGRICOLES**	**4.395.310.000**	**405.531.402**	**-410.000.000**	**4.390.841.402**	**3.983.765.392**	**407.076.010**	**403.600.317**	**3.475.693**	**100%**
05	02	01	Céréales	115.100.000	0	20.000.000	135.100.000	135.066.817	33.183	0	33.183	100%
05	02	02	Riz	0	0	0	0	0	0	0	0	-
05	02	03	Restitutions pour les produits hors annexe I	114.000.000	0	-62.000.000	52.000.000	51.349.172	650.828	0	650.828	99%
05	02	04	Programmes alimentaires	500.100.000	0	-34.500.000	465.600.000	465.547.096	52.904	0	52.904	100%
05	02	05	Sucre	1.500.000	0	8.500.000	10.000.000	9.985.353	14.647	0	14.647	100%
05	02	06	Huile d'olive	57.500.000	0	-3.870.000	53.630.000	53.174.201	455.799	0	455.799	99%
05	02	07	Plantes textiles	30.000.000	0	0	30.000.000	28.814.756	1.185.244	0	1.185.244	96%
05	02	08	Fruits et légumes	720.100.000	405.531.402	114.800.000	1.240.431.402	836.721.871	403.709.532	403.600.317	109.214	100%
05	02	09	Produits du secteur vitivinicole	1.338.300.000	0	-28.800.000	1.309.500.000	1.309.239.864	260.136	0	260.136	100%
05	02	10	Promotion	57.210.000	0	-9.500.000	47.710.000	47.610.763	99.237	0	99.237	100%
05	02	11	Autres produits végétaux / autres mesures	356.200.000	0	290.000	356.490.000	356.466.991	23.009	0	23.009	100%
05	02	12	Lait et produits laitiers	943.100.000	0	-413.550.000	529.550.000	529.085.819	464.181	0	464.181	100%
05	02	13	Viandes bovines	26.100.000	0	-1.450.000	24.650.000	24.555.775	94.225	0	94.225	100%
05	02	14	Viandes ovines et caprines	0	0	0	0	0	0	0	0	-
05	02	15	Viandes porcines, œufs et volailles, apiculture et autres produits animaux	136.100.000	0	80.000	136.180.000	136.146.915	33.085	0	33.085	100%
05	**03**		**AIDES DIRECTES**	**39.273.000.000**	**746.347.908**	**158.400.000**	**40.177.747.908**	**39.675.730.609**	**502.017.299**	**501.496.069**	**521.230**	**100%**
05	03	01	Aides directes découplées	33.272.000.000	746.347.908	308.250.000	34.326.597.908	33.825.038.675	501.559.233	501.496.069	63.164	100%
05	03	02	Autres aides directes	5.995.000.000	0	-147.550.000	5.847.450.000	5.847.021.687	428.313	0	428.313	100%
05	03	03	Montants d'aide supplémentaires	6.000.000	0	-2.300.000	3.700.000	3.670.247	29.753	0	29.753	99%
05	**04**		**DÉVELOPPEMENT RURAL**	**0**	**0**	**-6.600.000**	**-6.600.000**	**-7.136.211**	**536.211**	**0**	**536.211**	**108%**
5	4	1	Développement rural financé par l'ex-FEOGA, section «Garantie» — Période de programmation 2000 à 2006	0	0	-6.600.000	-6.600.000	-7.136.211	536.211	0	536.211	108%
5	4	3	Autres mesures	0	0	0	0	0	0	0	0	-
05	**07**		**AUDIT DES DÉPENSES AGRICOLES**	**-300.500.000**	**170.186**	**258.200.000**	**-42.129.814**	**-42.586.223**	**456.409**	**0**	**456.409**	**101%**
05	07	01	Contrôle des dépenses agricoles	-303.500.000	170.186	261.200.000	-42.129.814	-42.586.223	456.409	0	456.409	101%
05	07	02	Règlement des litiges	3.000.000	0	-3.000.000	0	0	0	0	0	-
05	**08**		**STRATÉGIE POLITIQUE ET COORDINATION DU DOMAINE POLITIQUE AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL *** **	**40.591.000**	**226.988**	**0**	**40.817.988**	**38.387.906**	**2.430.082**	**8.420**	**2.421.662**	**94%**
05	08	01	Réseau d'information comptable agricole (RICA)	13.981.000	0	0	13.981.000	13.769.069	211.931	0	211.931	98%
05	08	02	Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles	15.100.000	221.588	0	15.321.588	14.998.022	323.566	8.420	315.146	98%
05	08	03	Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles	1.460.000	5.400	0	1.465.400	1.459.512	5.888	0	5.888	100%
05	08	06	Actions d'information sur la politique agricole commune	8.000.000	0	0	8.000.000	7.021.461	978.539	0	978.539	88%
05	08	09	FEAGA – Assistance technique opérationnelle	2.050.000	0	0	2.050.000	1.139.843	910.157	0	910.157	56%
11	**02**		**MARCHÉS DE LA PÊCHE**	**30.496.768**	**0**	**0**	**30.496.768**	**30.440.315**	**56.453**	**0**	**56.453**	**100%**
11	02	01	Interventions pour les produits de la pêche	15.500.000	0	0	15.500.000	15.443.547	56.453	0	56.453	100%
11	02	03	Programme pêche en faveur des régions ultrapériphériques	14.996.768	0	0	14.996.768	14.996.768	0	0	0	100%
17	**01**		**DÉPENSES ADMINISTRATIVES LIÉES AUX COÛTS VÉTÉRINAIRES**	**2.285.000**	**0**	**-83.529**	**2.201.471**	**2.015.634**	**185.837**	**0**	**185.837**	**92%**
17	1	4	Dépenses d'appui aux actions du domaine politique Santé et protection des consommateurs	2.285.000	0	-83.529	2.201.471	2.015.634	185.837	0	185.837	92%
17	**3**		**SANTÉ PUBLIQUE**	**16.900.000**	**0**	**0**	**16.900.000**	**16.900.000**	**0**	**0**	**0**	**100%**
17	3	2	Fonds communautaire du tabac – paiements directs par l'Union européenne	16.900.000	0	0	16.900.000	16.900.000	0	0	0	100%
17	**4**		**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX ET DOMAINE PHYTOSANITAIRE**	**352.700.000**	**5.247.084**	**0**	**357.947.084**	**340.941.611**	**17.005.473**	**468.951**	**16.536.523**	**95%**
17	4	1	Programmes d'éradication et de surveillance des maladies animales ainsi que de surveillance de l'état physique des animaux pouvant présenter un risque pour la santé publique lié à un facteur extérieur	275.000.000	5.110.190	-2.797.817	277.312.373	274.082.000	3.230.373	450.373	2.780.000	99%
17	4	2	Autres actions dans les domaines vétérinaire, du bien-être des animaux et de la santé publique	18.500.000	0	0	18.500.000	12.528.635	5.971.365	0	5.971.365	68%
17	4	3	Fonds d'urgence vétérinaire ainsi que pour d'autres contaminations animales présentant un risque pour la	30.000.000	107.139	-7.244.076	22.863.063	15.089.083	7.773.980	0	7.773.980	66%
17	4	4	Interventions phytosanitaires	3.200.000	0	5.087.161	8.287.161	8.287.161	0	0	0	100%
17	4	5	Office communautaire des variétés végétales	0	0	0	0	0	0	0	0	-
17	4	7	Sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires et activités connexes	26.000.000	29.754	4.954.732	30.984.486	30.954.731	29.756	18.578	11.178	100%
			TOTAL FEAGA POUR 2010 - Fonds européen agricole de garantie (****)	**43.819.801.768**	**1.157.523.568**	**-83.529**	**44.977.241.807**	**44.046.014.880**	**931.226.926**	**905.573.757**	**25.653.170**	**100%**
05	02	16	Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	0	1.375.054.272	0	1.375.054.272	330.297.467	1.044.756.805	1.044.756.805	0	100%
05	02	17	Soutien en faveur des agriculteurs *****	4.500.000	0	0	4.500.000	1.454.303	3.045.697	0	3.045.697	32%
05	08	10	Évaluation des coûts pour l'utilisateur final du respect de la législation de l'UE dans les domaines de l'environnement, du bien-être des animaux et de la sécurité des aliments *****	0	0	0	0	0	0	0	0	-
			TOTAL POUR 2010(***)	**43.824.301.768**	**2.532.577.839**	**-83.529**	**46.356.796.078**	**44.377.766.650**	**1.979.029.428**	**1.950.330.561**	**28.698.867**	**100%**

(*) I = intitulé / C = chapitre / A = article. (**) Le poste budgétaire concernant le FEAGA est le 05 01 04 01. (***) D.P. = domaine politique (****) Comprend une réserve de 300 000 000 € (*****) Projets pilotes

ANNEXE 4-I

Recettes affectées au domaine politique 05 (dans le cadre de la gestion partagée)* Crédits C4

Crédits d'engagement

En euros

Recettes affectées (2010)							Utilisation des recettes affectées					Report sur 2011
POSTE	Fonds	Désignation	Montant	Lien – affectation budgétaire: Ligne budgétaire	Montant: Détail	Montant: Total	Ligne de dépenses budgétaires	Fonds	Désignation	Montant: Détail	Montant: Total	
CHAPITRE 67: RECETTES CONCERNANT LE FEAGA												
6 7 0 1	IC4	Apurement du FEAGA – recettes affectées	735.114.995,57	05 02 08 99	404.863.969,54		05 02 08 99	C4	Autres mesures (fruits et légumes)	1.263.652,24		
						404.863.969,54					**1.263.652,24**	**403.600.317,30**
				05 03 01 99	330.251.026,03							
6 7 0 2	IC4	Irrégularités FEAGA – recettes affectées	172.373.829,43	05 03 01 99	172.373.829,43							
6 7 0 3	IC4	Prélèvement supplémentaire auprès des producteurs de lait – recettes affectées	103.044.369,90	05 03 01 99	103.044.369,90							
							05 03 01 01	C4	RPU (régime de paiement unique)	104.173.156,37		
						605.669.225,36					**104.173.156,37**	**501.496.068,99**
6 7 0	**IC4**	**Recettes concernant le FEAGA**	**1.010.533.194,90**									
6 7	**IC4**	**RECETTES CONCERNANT LE FEAGA * TOTAL Chapitre 67**	**1.010.533.194,90**			1.010.533.194,90					105.436.808,61	**905.096.386,29**
CHAPITRE 68: MONTANTS TEMPORAIRES AU TITRE DE LA RESTRUCTURATION												
6 8 0 1	IC4	Montants temporaires au titre de la restructuration – recettes affectées	606.762.831,87	05 02 16 00	606.762.831,87		05 02 16 00	C4	Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	-3.959.109,00		
						606.762.831,87					**-3.959.109,00**	**610.721.940,87**
6 8 0 2		Irrégularités concernant le Fonds temporaire de restructuration – recettes affectées	0,00									
6 8 0 3		Apurement concernant le Fonds temporaire de restructuration – recettes affectées	0,00									
6 8 0	**IC4**	**Montants temporaires au titre de la restructuration**	**606.762.831,87**									
6 8	**IC4**	**MONTANTS TEMPORAIRES AU TITRE DE LA RESTRUCTURATION**	**606.762.831,87**								-3.959.109,00	**610.721.940,87**
		TOTAL	**1.617.296.026,77**							**TOTAL**	**101.477.699,61**	**1.515.818.327,16**

* Dans le cadre de la gestion directe centralisée, au titre des engagements de l'article 05 08 02, les recettes affectées (C4) d'un montant de 8 419,77 EUR n'ont pas été utilisées et seront reportées sur 2011.

ANNEXE 4-II

Recettes affectées au domaine politique 05 (dans le cadre de la gestion partagée)* Crédits C5

Crédits d'engagement

En euros

Recettes affectées (2010)							Utilisation des recettes affectées					Report sur 2011**
POSTE	Fonds	Désignation	Montant	Lien – affectation budgétaire			Ligne de dépenses budgétaires	Fonds	Désignation	Montant		
				Ligne budgétaire	Montant							
					Détail	Total				Détail	Total	
CHAPITRE 67: RECETTES CONCERNANT LE FEAGA												
6 7 0 1	IC5	Apurement du FEAGA – recettes affectées	667 432,82	05 02 08 99	**663 407,34**							
				05 02 12 01	4 025,48		05 02 08 03	C5	Fonds opérationnels des organisations de producteurs	667 432,82		
						667 432,82					**667 432,82**	-
6 7 0 2	IC5	Irrégularités FEAGA – recettes affectées	140 848 868,17	05 03 01 99	**140 852 893,65**							
				05 02 12 01	-4 025,48		05 03 01 01	C5	RPU (régime de paiement unique)	140 678 682,26		
6 7 0 3	IC5	Prélèvement supplémentaire auprès des producteurs de lait – recettes affectées					05 07 01 06	C5	Apurement comptable des comptes des exercices antérieurs en ce qui concerne les dépenses en gestion partagée dans le cadre du FEOGA, section «Garantie» (mesures antérieures), et dans le cadre du FEAGA	170 185,91		
						140 848 868,17					**140 848 868,17**	-
6 7 0	**IC5**	**Recettes concernant le FEAGA**	**141 516 300,99**									
6 7	**IC5**	**RECETTES CONCERNANT LE FEAGA * TOTAL Chapitre 67**	**141 516 300,99**			141 516 300,99					141 516 300,99	
CHAPITRE 68: MONTANTS TEMPORAIRES AU TITRE DE LA RESTRUCTURATION												
6 8 0 1	IC5	Montants temporaires au titre de la restructuration – recettes affectées	768 291 439,67	05 02 16 00	768 291 439,67		05 02 16 00	C5	Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	334 256 575,97		
						768 291 439,67					**334 256 575,97**	434 034 863,70
6 8 0 2		Irrégularités concernant le Fonds temporaire de restructuration – recettes affectées	0,00									
6 8 0 3		Apurement concernant le Fonds temporaire de restructuration – recettes affectées	0,00									
6 8 0	**IC5**	**Montants temporaires au titre de la restructuration**	**768 291 439,67**									
6 8	**IC5**	**MONTANTS TEMPORAIRES AU TITRE DE LA RESTRUCTURATION ** **	**768 291 439,67**								334 256 575,97	
		TOTAL	**909 807 740,66**						**TOTAL**	**475 772 876,96**		**434 034 863,70**

* Sous le régime de la gestion directe centralisée, le total des engagements pris au titre de l'article 05 08 02 ont été partiellement financés par les recettes affectées (C5) à concurrence d'un montant de 213 168,44 EUR. Par conséquent, le montant total des recettes affectées (C5) utilisées sous le régime de la gestion partagée et de la gestion directe centralisée, s'élevait à 141,7 millions EUR.

** Le montant de 434 034 863,70 EUR, dont des montants temporaires au titre de la restructuration (crédits C5), a fait l'objet d'un report exceptionnel sur 2011.

ANNEXE 5

DÉPENSES VENTILÉES PAR CHAPITRE ET PAR ÉTAT MEMBRE – exercice 2010

Crédits d'engagement — En Mio EUR

Ligne budgétaire	Intitulé	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	CE	TOTAL
05 01	**Dépenses d'appui aux actions du domaine politique Agriculture et développement rural**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**7,6**	**7,6**
05 02 01	Céréales	- 2,5	- 4,6	26,6	4,6	49,6	1,1	-	- 6,5	- 18,3	8,0	- 28,7	-	- 1,9	6,6	-	65,0	- 0,5	10,3	2,4	- 23,9	- 4,8	- 13,1	- 1,0	18,0	34,8	11,8	2,2	-	135,1
05 02 02	Riz	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
05 02 03	Restitutions pour les produits hors annexe 1	6,9	-	0,1	3,0	2,6	0,0	10,5	0,0	0,7	6,1	5,4	-	0,0	0,0	-	0,3	-	9,0	2,4	1,2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,3	0,1	2,3	-	51,3
05 02 04	Programmes alimentaires	7,7	8,4	0,0	-	- 0,0	0,7	0,8	9,7	54,8	77,9	123,1	-	4,9	8,8	0,1	14,5	0,7	-	-	95,7	21,6	29,4	2,7	-	4,0	-	-	-	465,5
05 02 05	Sucre	3,8	- 0,6	0,7	0,0	- 0,1	-	0,4	-	- 1,1	2,0	8,9	-	-	- 0,4	-	- 0,6	-	0,0	0,0	- 1,8	- 0,3	- 1,8	- 0,1	-	0,1	0,5	0,4	-	10,0
05 02 06	Huile d'olive	-	-	-	-	-	-	-	11,0	7,6	0,6	34,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	53,2
05 02 07	Plantes textiles	3,6	-	0,0	-	0,2	-	-	3,8	6,2	13,9	0,0	-	0,0	-	-	-	-	0,9	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-	0,1	-	28,8
05 02 08	Fruits et légumes	50,5	-	2,6	0,9	35,5	0,1	6,3	22,1	166,4	93,9	214,6	1,9	2,5	0,0	0,1	12,8	0,5	84,7	7,2	96,2	9,5	1,3	0,4	0,8	1,3	4,4	20,1	-	836,7
05 02 09	Produits du secteur vitivinicole	-	14,3	4,0	-	31,1	-	-	10,1	412,5	276,7	391,0	7,0	-	-	0,0	36,1	-	-	12,9	-	61,0	43,3	4,1	5,0	-	-	-	-	1.309,2
05 02 10	Promotion	1,1	0,4	0,1	0,8	0,7	0,0	0,1	5,3	2,6	10,0	10,3	1,0	0,1	0,2	0,2	0,1	-	3,8	1,8	3,2	2,0	-	0,5	0,6	0,1	0,4	0,8	1,2	47,6
05 02 11	Autres produits végétaux / autres mesures	-	-	0,9	2,1	7,5	-	-	5,3	142,1	146,0	24,2	-	-	0,0	-	0,9	-	4,1	0,1	0,1	21,8	-	-	0,0	-	0,2	1,2	-	356,5
05 02 12	Lait et produits laitiers	31,1	1,8	8,9	32,8	111,6	2,9	7,7	1,4	14,2	114,8	- 46,2	0,6	0,0	12,1	0,6	5,3	0,1	98,2	7,6	33,3	5,8	3,3	0,5	3,0	17,2	19,5	40,9	-	529,1
05 02 13	Viandes bovines	0,4	-	0,1	1,5	8,0	0,0	0,3	-	0,5	- 7,0	0,7	-	-	4,0	-	0,8	-	2,5	2,3	2,9	-	-	-	0,4	0,1	0,0	7,0	-	24,6
05 02 15	Viandes porcines, œufs, volailles et apiculture	0,7	0,6	1,1	4,1	5,2	0,1	0,5	2,7	6,5	86,9	9,2	0,3	0,1	0,2	0,0	2,2	0,0	1,3	1,0	4,6	4,3	2,0	0,4	0,5	0,1	0,3	1,3	-	136,1
05 02	**Interventions sur les marchés agricoles**	**103,3**	**20,4**	**45,2**	**49,8**	**251,9**	**4,9**	**26,6**	**65,0**	**794,7**	**829,8**	**746,5**	**10,8**	**5,8**	**31,4**	**1,0**	**137,3**	**0,8**	**214,9**	**37,7**	**211,6**	**121,2**	**64,5**	**7,6**	**28,4**	**58,0**	**37,2**	**76,1**	**1,2**	**3.983,8**
05 03 01	Aides directes découplées	478,1	272,1	561,7	913,4	5.359,0	60,6	1.264,6	2.098,0	3.443,4	5.769,2	3.517,7	28,7	90,1	230,2	34,7	816,5	3,4	684,9	617,9	1.836,2	391,4	614,6	72,4	243,4	497,7	658,6	3.266,6	-	33.825,0
05 03 02	Autres aides directes	97,8	0,5	1,8	42,9	87,0	1,0	7,3	345,7	1.716,0	2.308,7	616,3	4,4	0,9	6,5	0,0	0,8	-	122,1	90,4	10,9	245,2	2,7	11,1	2,4	42,5	43,8	38,4	-	5.847,0
05 03 03	Montants d'aide supplémentaires	0,1	-	-	0,0	0,1	-	0,1	0,0	0,3	0,5	0,7	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	- 0,0	-	-	-	0,0	0,0	1,8	-	3,7
05 03	**Aides directes**	**576,0**	**272,6**	**563,4**	**956,3**	**5.446,1**	**61,7**	**1.271,9**	**2.443,7**	**5.159,7**	**8.078,4**	**4.134,7**	**33,1**	**91,0**	**236,7**	**34,7**	**817,4**	**3,4**	**807,0**	**708,3**	**1.847,1**	**636,6**	**617,2**	**83,5**	**245,8**	**540,1**	**702,5**	**3.306,8**	**-**	**39.675,7**
05 04 01	Développement rural financé par l'ex-FEOGA, section «Garantie» — Période de programmation 2000 à 2006	- 0,2	-	-	-	- 0,6	-	- 0,0	- 0,0	- 2,0	- 0,1	- 1,8	-	-	-	-	-	-	-	- 2,3	-	- 0,0	-	-	-	- 0,0	- 0,0	- 0,1	-	- 7,1
05 04 03	Autres mesures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
05 04	**Développement rural**	**- 0,2**	**-**	**-**	**-**	**- 0,6**	**-**	**- 0,0**	**- 0,0**	**- 2,0**	**- 0,1**	**- 1,8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**- 2,3**	**-**	**- 0,0**	**-**	**-**	**-**	**- 0,0**	**- 0,0**	**- 0,1**	**-**	**- 7,1**
05 07 01	Contrôle des dépenses agricoles	0,2	- 0,0	- 0,0	0,3	0,5	-	1,9	- 3,9	- 8,2	0,7	- 26,8	-	- 0,0	0,0	0,2	0,3	- 0,0	0,6	0,1	- 0,0	3,5	- 10,9	- 0,1	0,1	0,2	- 0,2	- 7,5	6,5	- 42,6
05 07 02	Règlement des litiges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
05 07	**Audit des dépenses agricoles**	**0,2**	**- 0,0**	**- 0,0**	**0,3**	**0,5**	**-**	**1,9**	**- 3,9**	**- 8,2**	**0,7**	**- 26,8**	**-**	**- 0,0**	**0,0**	**0,2**	**0,3**	**- 0,0**	**0,6**	**0,1**	**- 0,0**	**3,5**	**- 10,9**	**- 0,1**	**0,1**	**0,2**	**- 0,2**	**- 7,5**	**6,5**	**- 42,6**
05 08	**Stratégie politique et coordination**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**38,4**	**38,4**
11 02	**Marchés de la pêche**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**30,4**	**30,4**
17 01	**Dép. admin. du domaine vétérinaire**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2,0**	**2,0**
17 03	**Santé publique**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**16,9**	**16,9**
17 04	**Sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**340,9**	**340,9**
TOTAL 2010 des dépenses au titre du FEAGA par EM		**679,3**	**293,0**	**608,6**	**1.006,4**	**5.697,9**	**66,6**	**1.300,4**	**2.504,7**	**5.944,2**	**8.908,8**	**4.852,7**	**43,9**	**96,8**	**268,2**	**36,0**	**955,0**	**4,2**	**1.022,5**	**743,8**	**2.058,6**	**761,2**	**670,8**	**91,0**	**274,3**	**598,3**	**739,5**	**3.375,4**	**443,9**	**44.046,0**
05 02 16	Fonds de restructuration de l'industrie du sucre	4,1	0,8	0,0	0,0	27,1	-	0,2	-	134,1	17,8	76,1	-	2,8	-	-	10,2	-	5,4	5,0	7,7	3,5	3,6	1,5	3,4	1,5	2,5	22,8	-	330,3
05 02 17	Projet pilote. Soutien en faveur des agriculteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5	1,5
05 08 10	Projet pilote. **	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
																														-
TOTAL 2010 DES DÉPENSES PAR EM		**683,4**	**293,8**	**608,6**	**1.006,4**	**5.725,0**	**66,6**	**1.300,6**	**2.504,7**	**6.078,3**	**8.926,5**	**4.928,8**	**43,9**	**99,6**	**268,2**	**36,0**	**965,2**	**4,2**	**1.027,9**	**748,9**	**2.066,3**	**764,7**	**674,5**	**92,5**	**277,6**	**599,8**	**742,1**	**3.398,2**	**445,4**	**44.377,8**

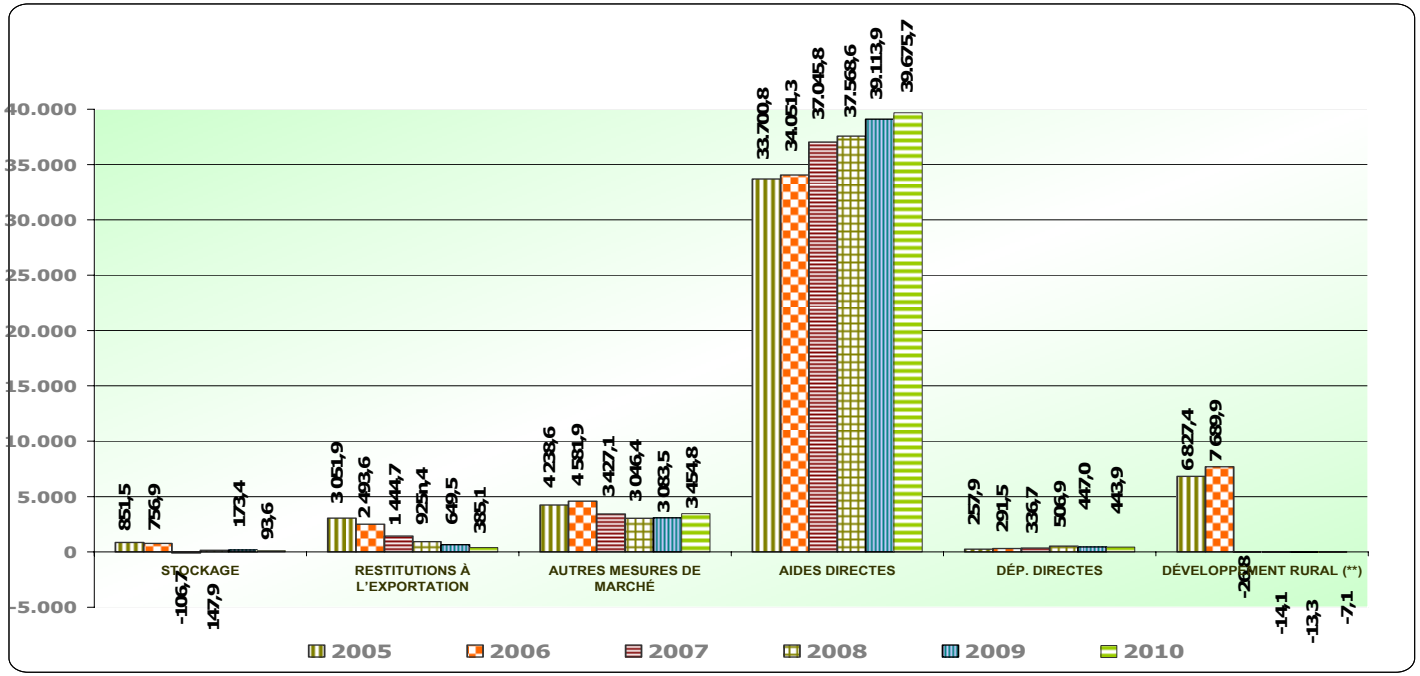
	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	GR	ES	FR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	GB	CE	TOTAL

* D.R. = développement rural / D.P. = domaine politique / Dép. admin. = dépenses administratives / FEOGA = Fonds européen d'orientation et de garantie agricole / FEAGA = Fonds européen agricole de garantie / EM = État membre.

** Project pilote 05 08 10 — Évaluation des coûts pour l'utilisateur final du respect de la législation de l'UE dans les domaines de l'environnement, du bien-être des animaux et de la sécurité des aliments. Ce projet pilote n'a pas été mis en œuvre.

ANNEXE 6

ÉVOLUTION de LA RÉPARTITION des DÉPENSES DU FEAGA - exercices 2005 à 2010*



Crédits d'engagement — **En millions EUR**

EXERCICE (*)	EXÉCUTION DU BUDGET 1a	EXÉCUTION DU BUDGET 1b	STOCKAGE	RESTITUTIONS À L'EXPORTATION	AIDES DIRECTES	AUTRES MESURES DE MARCHÉ	DÉPENSES DIRECTES	DÉVELOPPEMENT RURAL (**)
2005	42.100,8	6.827,4	851,5	3.051,9	33.700,8	4.238,6	257,9	6.827,4
2006	42.175,3	7.689,9	756,9	2.493,6	34.051,3	4.581,9	291,5	7.689,9
2007	42.120,9		-106,7	1.444,7	37.045,8	3.427,1	336,7	-26,8
2008	42.181,2		147,9	925,4	37.568,6	3.046,4	506,9	-14,1
2009	43.454,1		173,4	649,5	39.113,9	3.083,5	447,0	-13,3
2010	44.046,0		93,6	385,1	39.675,7	3.454,8	443,9	-7,1

(*) Pour les exercices 2005 et 2006: Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) – section «Garantie», sous la rubrique 1, dont la sous-rubrique 1a concernait les mesures de marché et les aides directes et la sous-rubrique 1b le développement rural (financements provenant de la section «Garantie» du FEOGA).

(**) Actions de DÉVELOPPEMENT RURAL financées par l'ex-Fonds européen d'orientation et de garantie agricole [FEOGA], section «Garantie» – période de programmation 2000-2006.